



Notre équipe:

- ☺ Sonia LEBRETON , Elue suppléante au CRE sonia.lebreton@afpa.fr
- ☺ Sophie GIBIER, Représentante syndicale au CRE sophie.gibier@afpa.fr

3 rue Franklin
93100 MONTREUIL
Tél./Fax. : 01 48 70 54 25
E.Mail : permanence@cfecgcafpa.org

FLASH INFO

REUNION CRE extraordinaire du 19 février 2019

Elisabeth Jousot-Dubien préside la séance assistée de Christophe Ferger et Pascal Hirt.

Deuxième réunion d'information et consultation sur un projet de restructuration et de nouveau modèle organisationnel de l'Afpa et ses modalités d'application

1-La projection de la trajectoire économique :

Elle a été construite au niveau national, les perspectives d'évolution CA sont de 63 M€ en 2021 vs 70 M€ en 2017. Le niveau des charges passerait dans le même temps à 54 M€ en 2021 vs 68M€ en 2017.

Réalisé 2018 est estimé à : CA =59M€ pour un niveau charges à 63M€ soit EBE d'env. -4M€. Pour la première fois la région présenterait à fin 2018 un EBE négatif ce qui appuie la nécessité d'un plan de transformation pour améliorer la situation économique.

Ainsi la situation fin 2018 présenterait une amélioration par rapport à la projection faite lors du projet de transformation réalisé mi-juin qui prévoyait un EBE 2018 d'environ -7M€. Il est attendu une amélioration de la productivité pour l'Île de France de 15% d'ici 2021.

2-Hypothèse sur les moyens pour améliorer la situation économique :

Baisse des frais de fonctionnement de 22M€ en 2017 à 18M€ en 2021, par 2 axes : la réduction des dispositifs de production, les économies nationales appliquées aux régions (frais déplacement, plan d'achats, etc..).

Pour IDF : fin du bail de Gonesse, fin de location pédagogique si arrêt de dispositif idem pour les frais de fonctionnement dû à la fermeture de centres.

Baisse des effectifs : Passage de 690 (cdi et cdd) en 2017 à 534 (cdi et cdd) en 2021 pour un CA de 63M€, soit une productivité projetée de 118 000 euros par ETP.

3-Grande caractéristiques du budget 2019 présenté :

Réduction de l'activité à 59M€ soit un recul de 11 M€, EBE resterait négatif mais moins important qu'en 2018 env -1,8M€. Le budget notifié 2019 est basé sur des hypothèses les plus probables de l'atterrissage 2018.

Sur l'activité EPIC : +3M€ de budget avec une projection Prépa compétences à 5M€ en 2019 versus 1,5M€ en 2018

Sur l'activité Accès à l'emploi : diminution de 10 M€ vs budget 2018, notamment baisse sur Pole

Emploi (AFC) et sur les publics domiens.

Et prise en compte de l'atterrissage 2018 avec 2 écart importants le Conseil Régional présenterait un écart de -4 M€, PE - 2,5M€

Projection PIC pour IDF, activité additionnelle sur les Appels à projets déjà sortis (PRFT, PRFE et PRC4), d'autres pourraient venir mais avec un retard de mise en œuvre donc pas pris en compte dans les hypothèses 2019.

Pour filière Afpa Entreprise : l'effet majeur est sur le CIF +2M€ par rapport aux prévisions de 2018. hyp 2019 env 13M€, la part du marché des entreprises est budgétée à 7,2M€ pour un réalisé 2018 d'env 7,6 M€.

Frais de fonctionnement pas d'effet particulier entre 2018 et budget 2019 soit env. 22M€

Donc entre l'atterrissage 2018 et le budget 2019, en terme de budget, l'Epic va progresser grâce notamment à Prépa compétences, sur Accès à l'emploi baisse notamment liée à PE, sur l'entreprise également baisse pour un budget 2019 autour de 13 M€.

Schéma de la réorganisation :

Rappels des 4 principes directeurs de la réorganisation (cf notre compte rendu du 7 Nov 2018)

1. Réviser la cartographie des dispositifs de formation
2. Améliorer le taux de transformation de la commande publique
3. Déployer une stratégie de développement auprès des grands comptes (publics-privés) à partir d'une offre globale intégrée
4. Réviser et simplifier nos organisations Support pour fluidifier et sécuriser le reporting client (exemple : amélioration du recouvrement, les retards de facturation nous a couté environ 4M€ depuis 2012)

Dans les organisations cibles des centres, 3 lignes métiers (Formation et qualification, Accompagnement des parcours, Gestion et services) en lieu et place des 4 lignes actuelles (Accompagnement, Achats, Exploitation et Gestion administrative)

L'impact du projet de réorganisation sur les postes des centres est la suivante :

Au total, l'Ile de France passerait d'un effectif de 515 à 440.

L'effectif actuel correspond à la situation au 1^{er} juin 2018 lors de l'élaboration de plan de transformation

Les postes rattachés correspondent à des postes existants dans un autre établissement (Dr ou centre) qui s'ajoutent au centre concerné.

Les postes transférés (inverse), sont des postes maintenus au niveau de la région mais qui ne sont plus attachés au centre d'origine.

Au total, l'Ile de France passerait d'un effectif de 515 à 440, avec la répartition suivante en intégrant la création d'un centre « La défense ».

La répartition suivante sera rectifiée pour intégrer un mouvement entre Gonesse et SOA (soit une situation cible respectivement de 18 et 11 au lieu de 19 et 10). Pas d'impact au global.

	Effectifs actuels	Projet de transformation				Effectifs cibles
		Postes supprimés	Postes rattachés	Postes transférés	Postes créés	
Bernes	44	7	2	3		36
Champs	48	6	4	1	6	51
Plessis robinson	11	5		6		0
Nanterre	10	2		8		0
Créteil	53	12	6	3		44
Elancourt	7	1			1	7
Evry	18	4				14
Gonesse	21	3	1			19
Lardy	38	11	5	1		31
Mantes	17		4		4	25
Meaux	16	16				0
Meudon	23	3	5	3	1	23
Paris PA	5	2	3			6
Paris Politzer	42	7	4		1	40
SOA	10	3	3			10
Stains	44	5	7	2		44
Dr IDF	51	7	36	14	6	72
DR Accès emploi	33	3		30		0
DR Entreprise	12			12		0
Transition	12	3		9		0
La Défense	0	0	18			18
TOT IDF	515	100	98	92	19	440

Les hypothèses du 1^{er} juin 2018 ayant évolué objectivement et positivement (commandes supplémentaires, etc), il est possible d'ajuster le projet de transformation IDF.

Ainsi la direction régionale va transmettre **une demande** de création **de 10 postes supplémentaires** dans le cadre du projet de transformation (Bernes : 3 conducteurs, Champs : 1 géomètre, Créteil : 1 comptable et 1 tourisme, Gonesse : 1 MSA, SOA : 2 auto et DR : 1 demande de création de poste sur la PRAO).

Des précisions sont demandées sur les conséquences pour IDF des zones INSEE mixtes. Exemple ; la zone INSEE de Bernes couvre les centres de Stains, Gonesse et de Creil (Picardie).

Mesures sociales d'accompagnement prévues à ce jour

Faute de négociations, les mesures présentées en novembre restent à ce jour identiques. Quelques précisions : ainsi les mesures prévues au titre du plan d'accompagnement ne s'additionnent pas aux mesures du plan intergénérationnel (départ retraite avant déc 2019).

Les reclassements internes se feront via la bourse des emplois. Priorité sur les postes publiés aux personnes dont le poste est supprimé. Une commission nationale de suivi des reclassements sera mise en place.

Prochaine réunion le 28 février 2018. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos questions par mail (*elles sont toujours traitées de manière anonyme*): Sophie.gibier@afpa.fr ; Sonia.lebreton@afpa.fr